

Prendre le Québec en patience

Pierre Turgeon

Volume 34, numéro 5 (203), octobre 1992

Le Québec des écrivains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31417ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Turgeon, P. (1992). Prendre le Québec en patience. *Liberté*, 34(5), 95–97.

PIERRE TURGEON

PRENDRE LE QUÉBEC EN PATIENCE

Lituanie, Croatie, Moldavie, Arménie, Slovaquie, République Tchèque... À force de se multiplier, ces exemples prennent valeur de démonstration: quand un peuple veut son indépendance, il la fait. Pourvu que ses oppresseurs relâchent un peu leur étreinte. Alors, pour les Québécois, la question se pose, insidieuse, embarrassante: pourquoi toutes ces nouvelles souverainetés, et pas la leur? Près d'un demi-siècle après la fondation du Parti québécois, il n'est pas sûr qu'un nouveau référendum produirait d'autres résultats qu'en 1980. Alors qu'ailleurs l'Histoire avance en cinquième vitesse, ici elle semble tourner au neutre, avec le frein à main bien bloqué.

Les chefs souverainistes affichent un imperturbable optimiste, fondé sur une transposition politique du calcul infinitésimal: on peut avancer même à tout petits pas. Mais à pas infiniment petits? L'indépendance semble toujours cachée derrière la ligne d'horizon, terre promise à nos enfants plutôt qu'à nous-mêmes. Or les lendemains qui chantent ne peuvent mobiliser longtemps une population, ainsi qu'en témoigne l'écroulement du marxisme.

Et la lassitude s'empare parfois des indépendantistes les plus fervents. De même qu'une inavouable humiliation. Un décret métaphysique ou divin relèguerait à jamais les Québécois parmi les rangs des vaincus. Ou encore un caractère national bassement matérialiste les rendrait sensibles aux seuls charmes du «confort et de l'indifférence».

Pour éviter d'accabler ainsi le peuple dont ils se veulent les défenseurs, d'autres recourent à l'hypothèse d'un complot extérieur, ourdi par Ottawa et Washington. Mais qui a peur de Brian Mulroney? Et la GRC, même avec la collaboration vaudevillesque de Claude Morin, réussirait-elle là où le KGB a échoué? Ces explications n'expliquent rien. De plus, elles risquent de provoquer une démobilisation générale en aggravant le sentiment d'impuissance.

Que la moitié seulement d'un peuple veuille l'indépendance, ou qu'il ne la désire qu'à moitié, cela ne suffit pas. Alors faut-il se rabattre sur le fédéralisme, comme sur une couche tiède et moelleuse où consommer notre liaison avec le ROC (*Rest Of Canada*)? S'incliner devant ce pays comme devant le destin. Apprendre à l'aimer comme on cultive son malheur, avec l'espoir d'y trouver des vertus cachées.

La question se pose avec d'autant plus d'insistance que la logique apocalyptique des années soixante ne joue plus. La Confédération a bien changé. Et les prévisions des démographes aussi. Aucun d'eux ne sonne le glas d'une mise en minorité des francophones au Québec. En fait, on nous annonce plutôt le phénomène inverse. Les francophones augmentent leur puissance non seulement par le nombre, mais par leur emprise sur la politique et l'économie. Bilinguisme officiel à Ottawa et dans deux provinces canadiennes, affichage unilingue français au Québec: on chercherait là en vain les signes précurseurs de notre louisianisation.

Pour certains, ces succès contiennent les germes de la défaite finale: ils détournent les Québécois de l'entreprise primordiale de se donner un État souverain, seul capable, à long terme, d'assurer leur sécurité. Ce pessimisme résulte, à mon avis, d'une mauvaise lecture de l'Histoire. Malgré ce qu'a cru toute une génération inspirée par Franz Fanon et les théoriciens de la décolonisation africaine, les Québécois n'ont pas à se libérer d'un occupant. Et les Plaines d'Abraham? Cette défaite fut celle de la France en Améri-

que. Non celle d'un peuple qui n'existait pas encore et qui allait se forger un début d'identité nationale au cours des Rébellions de 1837-1838.

Mais en fait le peuple québécois, cette conjoncture d'une identité culturelle et d'un territoire délimité, n'apparaît vraiment qu'au début des années soixante de ce siècle. Contrairement donc aux Croates et aux Litvaniens, aux Arméniens et aux Ukrainiens, les Québécois n'avaient pas à se libérer d'un joug étranger. Ils devaient d'abord se créer eux-mêmes comme peuple. Que l'entreprise s'avère longue et délicate, qu'elle nécessite deux ou même dix référendums, qu'elle s'étende encore sur plusieurs décennies, faut-il s'en étonner? Émerveillons-nous plutôt de l'apparition d'un nouveau peuple en Amérique du Nord, de sa gestation au sein du magma corrosif de la culture anglo-saxonne. Dans ce processus, l'indépendance viendra à point nommé. Comme un fruit mûr, elle nous tombera dans la main, parce que nous aurons fait tout le reste. Mais je ne m'inquiète pas: dorénavant le Québec existe. Il s'associera avec les uns et les autres, ou non. Personne ne peut le renvoyer au néant. Il se trouve au tout début de son histoire. Il deviendra ce que nous voudrons qu'il soit. Mais il faut prendre le Québec en patience.